Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 21 (1995)

Heft: 1

Artikel: La culture et le pouvoir : les intellectuels après la lutte?

Autor: Müller, Hans-Peter

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-814751

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweiz. Z. Soziol./Rev. suisse sociol., 21 (1), 1995, 31–36

LA CULTURE ET LE POUVOIR : LES INTELLECTUELS APRÈS LA LUTTE ? *

Hans-Peter Müller
Institut de sociologie de l'Université Humboldt de Berlin

Elle commence pleine de promesses, l'année 1989. Le retour de la Révolution française restitue, par la célébration de son bicentenaire, un peu de l'éclat du projet des modernes avant que le doute postmoderne ne le mette à mal dans les années 80. Et puis l'inimaginable se produit : le «rideau de fer» tombe, l'aurore de l'histoire qui, à l'Est, se libère de l'immobilisme cristallin de la «*post-histoire*»** (Arnold Gehlen), annonce la démocratie. Le socialisme de la gérontocratie dinosaurienne implose et avec lui s'effondre l'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale : le premier et le deuxième mondes, l'opposition entre Est et Ouest, et la confrontation entre capitalisme démocratique et socialisme autoritaire sont renvoyés à l'histoire par l'histoire. Les intellectuels interviennent, du moins temporairement, à une place éminente dans le plan de cette évolution : Adam Michnik, Jens Reich et Vaclav Havel, pour n'en citer que quelques-uns, jouent un rôle déterminant sur la scène politique de leur société respective. Mais peu de temps après, c'est la grande désillusion. Ce qui est de prime abord apparu comme l'heureuse «fin de l'histoire» et l'instauration d'un nouvel ordre mondial pacifique accouche de nouvelles guerres et de nouvelles violences. La guerre du Golfe sépare les intellectuels en deux camps, les pacifistes d'un côté, les bellicistes de l'autre, et suscite un violent débat sur la «guerre juste». Ce discours irréel est vite mis au rebut, quelque temps plus tard, par la guerre civile yougoslave : nationalisme, violence et ethnicité reviennent en force, sous le regard impuissant de l'opinion mondiale. Est-ce cela, la fin «réconciliatrice» parce que «réconciliante» de l'histoire ?

Au fond, le revers de l'ère post-révolutionnaire et la victoire à la Pyrrhus du modèle occidental ne se manifestent pas encore, même cinq ans après le tournant historique. Comme le montrent les formules de «modernisation compensatoire» (Jürgen Habermas) et de «modernisation réflexive» (Ulrich Beck), les intellectuels n'ont pas pris la mesure du processus de transformation, en sous-estimant non seulement les difficultés de son développement, mais aussi les problèmes liés

---

* Titre original : *Kulturkrise – oder das Schweigen der Intellektuellen*. Une version abrégée du texte allemand a paru dans *Das Parlament*, N° 32–33, 12–18 août 1994.
Traduit de l'allemand par Elsa Collomp, Paris.

** Ndt : en français dans le texte.

au but de cette évolution. L'instauration de l'économie de marché, la mise en place de conditions démocratiques et le développement d'une culture de liberté individuelle, apparemment, devaient selon eux placer le deuxième monde sur la voie de la réussite du premier monde, lui faisant ainsi rejoindre les acquis de la civilisation occidentale. Les scénarios optimistes élaborés en pleine euphorie du tournant de l'histoire ont notoirement sous-estimé les problèmes dont serait jonché le chemin du développement. C'est le cas par exemple du «dilemme du synchronisme» (Claus Offe), qui entraîne l'introduction simultanée de l'économie de marché et de la démocratie. Le passage à l'économie capitaliste se solde par un énorme coût social : goulets d'étranglement dans l'approvisionnement, inégalités sociales criantes et processus de restructuration de la société. La jeune démocratie est confrontée à l'exigence de devoir justement légitimer les problèmes soulevés par ces évolutions économiques et sociales, et en même temps, de se stabiliser en tant que nouveau système politique, en faisant entièrement abstraction de toutes les manifestations annexes du processus de transformation, par exemple le nationalisme, la violence, les conflits racistes et ethniques. «L'occidentalisation» de l'Est a d'emblée fait oublier que le modèle occidental lui-même est depuis un certain temps mis sur la sellette de la raison critique. Car il faut bien corriger son bilan positif apparemment immaculé par un bilan objectivement négatif, une introspection douloureuse que la crise de l'écologie et de ses institutions centrales, comme celle de l'Etat providence, n'ont imposé que progressivement à l'Occident nanti. Parler de modernisation réflexive signifie donc aussi souligner l'ambivalence de principe des modernes, réconcilier économie et écologie, inventer de nouveaux moyens de contrôle démocratique sur les technologies de pointe (de l'énergie atomique aux techniques génétiques), soumettre le développement économique à des critères écologiques et transformer l'Etat social. Mais les moyens pour le faire sont aussi flous que le but, car le modèle occidental de capitalisme, démocratie et individualisme a depuis longtemps perdu sa puissance mobilisatrice sans qu'aient été posés les jalons d'une nouvelle vision sociale, sans parler d'une utopie. La disparition brutale de la concurrence entre système capitaliste et système socialiste a encore une fois ramené durablement à la conscience cette «crise de culture».

Et les intellectuels dans tout cela ? Pourquoi ne mènent-ils pas à bien leur mission, qui consiste à accompagner l'évolution sociale de leur raisonnement critique et de leur créativité visionnaire ? Le mutisme des maîtres du «*vision business*» cache-t-il un profond revirement de conception ? Qu'en est-il aujourd'hui de la position et du statut des intellectuels ? Quelque chose comme un projet intellectuel se dessine-t-il, même vaguement ? On pourrait parfaitement faire remarquer, au vu de ces questions, que les intellectuels ne sont eux aussi que des hommes. Ils sont comme nous tous. La disparition de l'ordre mondial

familier les a eux aussi privés du schéma catégoriel établi qui permettait d'analyser les conditions sociales. Sans le cadre de la concurrence systémique entre capitalisme et socialisme, le schéma gauche-droite, mais aussi la distinction entre «conservatisme» et «progressisme», sont obsolètes. Pourtant, tout n'est pas si simple. La position et le statut des intellectuels ont changé depuis un certain temps, une évolution déjà perceptible dans les années 80. Il n'y a plus d'intellectuels classiques au sens que l'on donnait à ce terme, apparu lors de l'affaire Dreyfus, depuis la fin du XIXème et le début du XXème siècles. On peut définir l'intellectuel, pour faire suite tant à Raymond Aron qu'à Jean-Paul Sartre et résumer les positions de ces deux hommes, aux antipodes l'un de l'autre pendant de longues années, comme un «*spectateur engagé et enragé*»*. En tant qu'observateur engagé et critique enragé de la société, l'intellectuel est un avocat de l'universel qui parle au nom de l'humanité face à la réalité dominante de la poursuite d'intérêts particuliers. Il est l'intercesseur de la morale générale qui intervient avec courage civil en faveur de la liberté et de la tolérance. Enfin, il est le défenseur des laissés pour compte qui stigmatise l'injustice et plaide pour la justice. Par son statut et sa position dans la société, il peut assumer ces fonctions, certes, parce qu'il exerce un métier proche du public, par exemple artiste, écrivain, journaliste ou professeur d'université, mais à condition qu'il soit «flottant» (Karl Mannheim), c'est-à-dire qu'il n'appartienne à aucun parti ou groupement d'intérêts. Il a un statut indépendant, bien que toujours précaire, qui lui garantit une liberté d'opinion dans le public. Dans la droite ligne du programme radical de la philosophie des Lumières, sa critique de la société repose sur des critères susceptibles d'être universalisés. Cet artifice de la critique quasi objective lui réussit parce qu'il est à la fois «étranger» et «partie prenante» de sa société. Il se glisse dans le rôle de l'étranger qui, observateur extérieur, perçoit d'un oeil d'autant plus sévère les anomalies dans son pays, et dans la peau d'un initié qui, partie prenante, connaît particulièrement bien les conditions sociales locales. Ces deux éléments, le regard intègre de l'étranger et la vue pénétrante du familier, confèrent à sa critique toute son efficacité et son autorité à la fois intellectuelle et morale.

Cette conception idéale de l'intellectuel a été sérieusement mise à mal, dans le passé récent, par quatre facteurs. La fin du socialisme ne semble pas annoncer seulement la fin de l'utopie, mais aussi la disparition de l'intellectuel de gauche. Que ce soit l'intellectuel «organique» *à la Gramsci**, qui se fait compagnon de route du prolétariat et encourage par sa critique la conscience de classe du sujet révolutionnaire de l'histoire, ou l'intellectuel «total» *à la Sartre** qui, conscient de sa mission, s'exprime consciencieusement sur tout et à la rigueur même sans en avoir les compétences, ou encore l'intellectuel «spécialisé» *à la Foucault**,

* Ndt : en français dans le texte.

qui limite ses compétences à certains domaines du savoir, mais exerce alors dans ceux-ci une critique radicale, ce type d'intellectuels semble ne plus exister aujourd'hui. Sans la responsabilité essentielle de la patrie idéologique et sans le conflit, utilisé comme un arrière-fond, du capitalisme exploiteur et du socialisme humain, la mission de prophète devient ridicule et ce rôle non crédible. Si la disparition du premier élément affecte la dimension idéologique de l'activité intellectuelle, celle du second touche au changement structurel de l'opinion publique elle-même et par conséquent à la dimension institutionnelle de l'expression intellectuelle : l'évolution vers une société d'information et de médias crée une multiplicité d'arènes médiales alors que, parallèlement, le champ d'expression se rétrécit et le rythme de la communication s'accélère, avec le passage plus rapide d'un thème, d'un problème et d'une mode à l'autre. Si leur omnipotence et leur présence permanente font déjà apparaître les intellectuels comme des dilettantes d'un autre temps, la mainmise des médias sur les moyens de production et de distribution culturels a une autre conséquence : dans son rôle de «filtre», le monde médiatique impose rigoureusement ses normes, par exemple l'actualité, la facilité de compréhension, le goût de la nouveauté et du sensationnel, et s'approprie ainsi le pouvoir de consécration des arts et des sciences. A l'ère de la cybernétique, l'actualité télégénique l'emporte toujours sur la réflexion en profondeur, jugée ennuyeuse d'après la logique du passage rapide d'une chose à une autre. Sur le plan de la connaissance, l'intellectuel est également confronté à une sérieuse concurrence : l'économie et l'Etat, qui «font» la société, exigent de plus en plus, non pas une compétence générale, mais une compétence technique et scientifique pour aborder des problèmes spécifiques. Or, les doutes de l'intellectuel ne font que freiner le mouvement. Les partis, qui infiltrent un nombre toujours croissant de secteurs sociaux pour étendre leur propre puissance, demandent certes de plus en plus souvent conseil aux intellectuels, mais dans l'idée, en réalité, d'obtenir des solutions techniques susceptibles d'être rapidement mises en œuvre sur le plan pratique. Bref, ils veulent de la technologie sociale et non une réflexion critique. Le quatrième facteur, enfin, à avoir influé sur la position de l'intellectuel, porte sur la dimension culturelle elle-même, son véritable domaine. Le fantôme postmoderne qui hantait les gazettes dans les années 80 a certainement été l'élément qui a le plus ébranlé la conception de son rôle par l'intellectuel. Le postmoderne proclame, non plus la vieille foi des modernes dans la raison fondatrice de l'identité, mais l'ère de la différence, non plus l'universalisme, mais la relativité de toutes les idées et de tous les projets, non plus la culture des Lumières, mais le multiculturalisme, non plus le cosmopolitisme, mais la multiplicité des (fondamental)«ismes» locaux. Dans ce monde pluraliste, l'intellectuel perd les instruments de mesure qui lui permettent, en tant que «créateur de normes», de porter un jugement définitif sur l'évolution des choses

et de donner des avis clairement tranchés. Au contraire, il lui revient de plus en plus le rôle de «l'interprète» (Zygmunt Bauman), qui accompagne de son commentaire l'évolution sociale et dont la parole n'est plus qu'une voix parmi beaucoup d'autres, sans autorité supérieure. Tous ces facteurs – la «fin de l'utopie», la télécratie, l'expertocratie, la partitocratie et le pluralisme post-moderne – ont découpé le champ social, donc limité la marge de manoeuvre des intellectuels, réduisant ainsi sensiblement leur potentiel de critique et de perturbation (Joseph A. Schumpeter). Une mission qui rétrécit. Les intellectuels : un modèle en voie d'extinction ?

On pourrait de prime abord répondre par l'affirmative. Mais au vu de la crise culturelle dans laquelle nous nous trouvons, on peut s'attendre à ce que des gens toujours plus nombreux jettent un regard, au-delà de leur domaine de spécialisation, de l'impératif de leur pouvoir, des limites de leur champ d'intervention, sur l'esthétique postmoderne de l'indifférence arbitraire. Qu'ils le veuillent ou non, il leur reviendra obligatoirement une fonction d'intellectuels (plus ils réfléchiront, plus le phénomène sera marqué), et une «vocation de critique» (M. Rainer Lepsius). Peut-être émergera-t-il parmi eux une personnalité charismatique douée d'une créativité intellectuelle à même d'inventer de nouvelles visions et utopies sociales. Bien entendu, on ne voit pas un nouveau Karl Marx à l'horizon et on ne sait d'ailleurs pas si l'on doit s'en préoccuper ou en être soulagé. Cependant, on ne doit pas nécessairement projeter d'ambitieuses visions ou utopies pour pouvoir dessiner les contours d'un projet des intellectuels. Sur le plan abstrait, la critique intellectuelle a pour mission de remplir le vide fonctionnel laissé par la concurrence des systèmes capitaliste et socialiste. Non pas pour contrecarrer un nouveau «vrai» socialisme utopique, mais pour agir, par la critique visionnaire, contre la menace d'immobilisme vaniteux d'un Occident drapé dans sa prétendue supériorité. Comment pourrait se présenter un tel programme ? Les problèmes qui nécessitent l'intervention des intellectuels sont plus nombreux que de raison. La question de la femme renvoie au contrat et au pacte des relations entre les sexes. Il ne s'agit pas seulement, dans les sociétés de l'Ouest, de l'émancipation forcée d'une génération de femmes visant à rattraper plus de deux millénaires de patriarcat. Il semble au contraire que l'égalité des droits de la femme soit, d'après les critères occidentaux, et surtout dans le tiers monde, une voie riche de perspectives pour lutter à long terme contre la menace de surpopulation mondiale. La question de l'écologie exige un contrat de l'environnement qui offre un nouvel équilibre supportable entre nature et société, entre environnement et production économique. La question du multiculturalisme appelle un contrat culturel qui garantisse la reconnaissance des identités ethniques et locales sans fondamentalisme d'aucune sorte. La question de la démocratie tend vers un nouveau contrat social qui

tienne compte des problèmes actuels en matière de participation politique au sein de la communauté nationale et européenne, de même que des problèmes de participation sociale dans les sociétés qui ne peuvent plus proposer un emploi rémunéré à tous leurs membres. La question de l'Europe nécessite un contrat des nations qui garantisse la coexistence productive des peuples et des régions dans l'Europe élargie. La question du développement rend urgent un contrat de modernisation qui permette l'évolution pacifique de la communauté mondiale et accorde aux régions et pays moins développés certains acquis de civilisation dans le cadre local de leur tradition culturelle propre. Le programme est varié et la mission intellectuelle difficile. Elle ne se réalisera vraisemblablement que dans une «Internationale des intellectuels» (Pierre Bourdieu). Mais elle relève d'une nécessité impérieuse si on veut éviter que demain, les mythes occidentaux prometteurs de salut n'entraînent l'ensemble du monde sur une fausse route : le marché, Graal de la richesse, face à la réalité d'une croissance anarchique, la démocratie, refuge de liberté, face à la réalité d'une domination de partis sans idées, et l'individualisme, chemin éprouvé vers le bonheur, face à la réalité du sens de la collectivité qui est en perdition.

Adresse de l'auteur :
Prof. Dr. Hans-Peter Müller
Humboldt Universität zu Berlin, Institut für Soziologie
Unter den Linden 6, D–10099 Berlin